



Présentation des principaux résultats de l'enquête Baromètre social de la Wallonie 2012-2013

Le Baromètre social de la Wallonie est une enquête de grande envergure réalisée depuis plusieurs années par l'IWEPs auprès des citoyens en Wallonie. En 2012 et en 2013, ce sont plus de **1200 citoyens qui ont été interrogés** sur l'ampleur de leur participation à la vie sociale, culturelle, politique de leur région, mais aussi sur le degré de confiance qu'ils accordent aux institutions, les valeurs qu'ils défendent ou encore le regard qu'ils portent sur l'avenir de leur région et sur un ensemble de mesures politiques.

Pourquoi un Baromètre social de la Wallonie ?

Depuis des années, notre société est confrontée à des changements, des transformations que ce soit sur un plan économique, politique ou culturel... Ces dernières années ont également été marquées par une série de crises successives qui ont traversé l'Europe et qui ont eu des répercussions sur la vie quotidienne des citoyens. Il est alors important de s'interroger sur les conséquences de ces transformations, de ces crises successives sur la cohésion d'une société, sur les liens sociaux, sur l'ensemble des valeurs que partagent les individus qui la composent.

Des inquiétudes s'expriment face à l'avenir de notre société et certains auteurs n'hésitent pas à parler de la crise du lien social, du déclin des valeurs traditionnelles, de la perte de confiance des citoyens à l'égard des institutions. Que nous disent les données du BSW ? Assistons-nous, en Wallonie, à un désengagement des citoyens ? Ceux-ci font-ils encore confiance aux institutions de notre pays ? Si demain le vote n'était plus obligatoire, les Wallons iraient-ils toujours voter ? Qu'en est-il du sentiment d'appartenance des citoyens dans une société qualifiée par d'aucun de plus en plus individualiste ? Est-on fier d'être Wallon ?

Pour répondre à toutes ces interrogations, pour comprendre réellement quels sont les changements qui s'opèrent au sein de notre société et comment l'individu s'adapte, fait face ou réagit à ceux-ci à travers la modification de ses comportements et attitudes, il est nécessaire de disposer d'un outil de mesure adéquat, solide sur un plan scientifique, qui replace l'individu au cœur de la réflexion et de l'analyse.

Le Baromètre social de la Wallonie est un instrument de mesure qui permet de disposer de données quantitatives précises et détaillées sur une série de thématiques développées en collaboration avec des équipes universitaires (Ulg-CLEO, UCL, ULB). L'intérêt du Baromètre réside également dans son caractère récurrent, qui permet d'observer les réelles évolutions et changements qui s'opèrent au sein de la Wallonie à partir de comparaisons dans le temps. Quatre enquêtes ont déjà été réalisées

par l'IWEPS, une première en 2003, une seconde en 2007, une troisième en 2012 et, enfin, une quatrième en 2013.

Cependant, grâce aux collaborations de longue date avec l'équipe du CLEO de l'Ulg, pionnier en matière d'enquête sur l'identité et le sentiment d'appartenance, l'IWEPS dispose même, pour certaines thématiques, de données à partir de 1991.

Contenu du Baromètre social

Le Baromètre social de la Wallonie est une enquête qui associe des éléments de mesure de caractéristiques sociologiques de la population wallonne avec des éléments portant sur les attitudes et les perceptions des citoyens dans différents domaines, mais aussi des éléments d'évaluation par les citoyens des politiques régionales wallonnes comme par exemple le Plan Marshall 2. Vert.

Si les concepts mobilisés et les questions ont évolué au cours des dernières années, on soulignera cependant que certains choix théoriques et méthodologiques ont été conservés à la fois parce qu'ils ont prouvé leur pertinence et aussi, afin de pouvoir disposer de statistiques permettant de mesurer les évolutions de la population wallonne sur certaines dimensions.

Ainsi, sur le plan méthodologique, l'IWEPS a décidé de privilégier ces dernières années, une enquête en face à face dans un souci de qualité des données récoltées. L'enquête BSW a été réalisée à l'automne 2012 et à l'automne 2013, par des enquêteurs expérimentés, au domicile du répondant, auprès d'un échantillon de plus de 1200 individus, représentatif de la population en Wallonie.

Tirage de l'échantillon

L'échantillon d'adresses a été tiré à partir des données du Registre national sur la base d'un tirage aléatoire à deux degrés. Le premier degré correspondant aux codes postaux (clusters) pour lesquels un tirage de 120 unités a été réalisé sur l'ensemble des codes postaux (sans les codes postaux des 9 communes germanophones). Le tirage des clusters a été fait de manière aléatoire en tenant compte du nombre de clusters nécessaires par province pour être proportionnel à la population wallonne francophone et du poids relatif de chaque code postal dans la province. Le deuxième degré est celui des individus, pour lequel un tirage aléatoire de 20 personnes par code postal sélectionné a été réalisé sur base du registre national.

Construction du questionnaire

Le questionnaire, d'une durée d'environ une heure, a été administré en face à face et les réponses sont directement encodées par l'enquêteur sur ordinateur.

Il est important de souligner toute la phase de préparation du terrain a fait l'objet d'un suivi rigoureux. L'IWEPS s'est en effet chargé de réaliser la formation des enquêteurs et d'assurer le suivi du terrain ainsi que l'évaluation des enquêteurs. La sélection des enquêteurs s'est également faite par l'IWEPS, en collaboration avec l'Institut de sondage mandaté pour réaliser l'enquête (TNS Dimarso).

Tous les enquêteurs travaillant pour TNS Dimarso ont donc bénéficié d'une formation donnée conjointement par l'IWEPS et TNS Dimarso et au cours de laquelle leur ont été exposés et expliqués les objectifs de l'enquête ainsi que le contenu du questionnaire. Ils ont également reçu des consignes strictes sur les procédures de contact.

Lors de l'enquête sur le terrain, les interviewers ont utilisé une feuille de contact afin, d'une part, de Comme prévu, la durée réelle moyenne pour l'interview a été proche de 60 minutes.

Le taux de réponse¹ pour la Wallonie est de 54 % et, selon la province : 52% pour le Brabant wallon, 57% pour le Hainaut, 47% pour Namur, 57% pour le Luxembourg et 54% pour Liège.

Pour le BSW 2013, le taux de réponse pour la Wallonie est de 52 % et, selon la province : 50,8% pour le Brabant wallon, 55% pour le Hainaut, 51% pour Namur, 45% pour le Luxembourg et 52% pour Liège.

Malgré ces garanties dans la représentativité de l'échantillon, l'IWEPS a souhaité valider la qualité des données récoltées dans le cadre d'une convention avec une équipe universitaire de l'UCL, spécialisée dans la réalisation d'enquête d'opinion. Les résultats de cette étape de validation méthodologique du contenu de l'enquête nous permettent de disposer de données fiables, pertinentes, documentées et représentatives de la population en Wallonie.

¹ Le taux de réponse est obtenu en divisant le nombre de répondants (interviews complétées) par l'effectif de l'échantillon de citoyens à contacter.

Que nous révèlent les données du Baromètre social de la Wallonie concernant l'état de santé de notre société?

Le tissu social, c'est-à-dire l'ensemble des liens sociaux que les individus entretiennent les uns avec les autres², constitue une ressource importante, sur un plan individuel³ comme l'ont montré des auteurs comme Bourdieu⁴ ou Coleman⁵ pour ne citer que ceux-là, ou sur un plan collectif comme le prétend Putnam⁶.

Assiste-t-on, comme certains auteurs le laissent entendre, à une crise du lien social⁷ ?

S'il est un fait que 76% des citoyens en Wallonie se déclarent en 2013 impuissants face aux changements actuels, doit-on en conclure que ce sentiment d'anomie conduit au retrait des citoyens de la participation à la vie sociale, culturelle ou politique de leur région?

Portrait de l'engagement associatif en Wallonie

Une première constatation, à partir des données du BSW 2012, est que le taux d'adhésion des citoyens à des structures associatives est relativement élevé en Wallonie comparativement aux taux d'adhésion observés dans d'autres pays d'Europe.

En 2012, comme présenté dans le tableau ci-dessous, **plus d'un citoyen sur deux (54%) se déclare membre d'au moins une association, qu'elle soit culturelle, humanitaire, sociale, politique ou de loisirs**. A titre illustratif, selon les dernières données de 2008 de l'enquête EVS (European Values Survey), le taux d'adhésion chez nos voisins français est assez faible : 38% des personnes interrogées se déclarant membre d'au moins une association.

Evolution du taux d'adhésion associatif de 2003 à 2013 en Wallonie

L'analyse de l'évolution de l'engagement associatif en Wallonie entre 2003 et 2012 montre une augmentation du taux d'adhésion : en 2003, trois personnes sur cinq (60%) déclaraient n'être membre d'aucune association contre moins d'une personne sur deux en 2012 (46%).

Les données du BSW montrent que nous n'assistons pas, en Wallonie, à un désengagement du citoyen en ce qui concerne la participation associative. En effet, le taux d'engagement associatif en Wallonie a connu une augmentation au cours des dix dernières années pour se stabiliser à une participation de 54% depuis 2007 et ce, malgré les nombreuses crises qui ont traversé notre pays.

² PAUGAM, S., *Le lien social*, Que sais-je ? Paris, PUF, 2008.

³ BOURDIEU, P., « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°31, 1980, pp. 2-6.

⁴ BOURDIEU, P., "The forms of capital", in RICHARDSON J. (dir), *Handbook of theory and research for the sociology of education*, Greenwood Press, 1986.

⁵ COLEMAN J., "Social Capital in the Creation of Human capital", *American Journal of Sociology*, Vol. 94, suppl., pp.95-120, 1988

⁶ PUTNAM R., *Bowling alone. The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Shuster, 2000

⁷ PAUGAM, S., Op.cit.

Membre d'associations de type différent ⁸	2003	2007	2012
	En pourcent	En pourcent	En pourcent
Membre d'aucune association	60	47	46
Membre d' 1 association	27	23	28
Membre de 2 associations	10	13	16
Membre de 3 associations	2	7	5
Membre de 4 associations	1	4	3
Membre de 5 associations	0	3	1
Membre de 6 associations ou plus	0	3	1
Total	100	100	100

Source : IWEPS- Enquête « Identités et capital social en Wallonie » 2003 et 2007 et enquête BSW 2013

Remarque : les résultats relatifs à l'année 2003 sont à interpréter avec une certaine prudence en raison d'une méthode de passation différente (l'enquête a été réalisée par téléphone avec la méthode CATI) de celle utilisée pour les autres vagues de l'enquête (2007, 2012 et 2013 ont été réalisées en face à face).

L'analyse du type de participation associative révèle que le taux d'adhésion aux associations culturelles et aux associations de loisir est le plus important : en 2012, plus d'un citoyen sur trois (35%) déclare être membre d'au moins une association culturelle ou de loisir.

L'appartenance à une association politique ou syndicale⁹ concerne 23% des citoyens interrogés, mais il est utile de souligner que cette forme d'engagement a connu une baisse importante au cours des dix dernières années et que l'on retrouve, essentiellement derrière ces résultats, une affiliation de type syndicale plus que politique.

En effet, une analyse détaillée de ces premières observations révèle que l'affiliation à *une association politique ou à un parti politique* concerne à peine 5% des citoyens en 2012 alors qu'ils étaient 10% en 2003 selon les données de l'enquête « identités et capital social en Wallonie ».

Il est évident que l'affiliation à un parti ou une association politique n'apparaît plus, à notre époque, comme un mode d'engagement attractif pour les citoyens pour exprimer leurs idées politiques, pour s'investir dans la vie citoyenne. On peut donc supposer que c'est à travers d'autres formes d'engagement politique que celles plus « traditionnelles » comme l'affiliation à un parti, que le citoyen, désireux de s'investir dans la vie citoyenne de sa région, exprimera ses attentes, ses aspirations et ses convictions.

⁸ Pour mesurer le taux d'adhésion, nous avons choisi de ne pas retenir l'affiliation syndicale comme affiliation à une association considérant qu'il ne s'agit pas vraiment d'un engagement associatif en raison des missions remplies par les syndicats dans notre pays.

Enfin, seule une affiliation actuelle est prise en compte dans la mesure du taux d'adhésion et non une affiliation passée.

⁹ Voir à ce sujet la note 3.

L'appartenance à un syndicat a également connu une baisse importante en l'espace de dix ans. En 2003 : 35% des personnes interrogées déclaraient être membres d'un syndicat alors que ce pourcentage a chuté à 20% en 2012. Cette diminution de l'appartenance syndicale et politique est également à mettre en relation avec le degré de méfiance que les citoyens portent à l'égard de ces institutions (voir Chapitre dix).

Enfin, on soulignera que 15% des personnes interrogées en 2012 déclarent être membres d'au moins une association sociale ou humanitaire¹⁰.

La participation associative en Wallonie ne semble pas être une participation de type passive où l'adhésion serait finalement la seule expression de l'engagement. Il est en effet intéressant de souligner le côté « engagé » dans l'adhésion à une association puisque plus de la moitié des citoyens qui sont membres d'une ou plusieurs associations (57%) déclarent avoir déjà exercé des activités de bénévolat dans le cadre de leur engagement associatif.

Exercice d'une activité bénévole dans le cadre de la participation associative au cours des 12 derniers mois, Wallonie, 2012, en %	
Aucune fois	43
1 ou 2 fois	15
3 ou 4 fois	8
5 fois ou plus	34
Total	100

¹⁰ Variable reconstruite qui regroupe les propositions suivantes : associations de solidarité et d'entraide (ONG, MSF, croix rouge), mouvements d'opinion comme Amnesty, organisations de défense des droits de l'homme, association de défense de la nature, de l'environnement, des animaux, autres types d'associations ou de mouvements.

En matière de confiance, assiste-t-on, comme le soulignent certains auteurs, à une remise en cause de la légitimité de certaines institutions¹¹ ?

1. Diminution de la méfiance à l'égard des institutions entre 2003 et 2013

Le recul dont nous disposons à partir des différentes vagues d'enquête montrent clairement qu'entre 2003 et 2013, nous assistons à une diminution de la méfiance des citoyens à l'égard d'un grand nombre d'institutions. Les chiffres suivants, qui portent sur les citoyens qui expriment une méfiance (« nous avons sélectionné dans les résultats présentés ci-dessous les citoyens qui déclarent « ne pas avoir du tout confiance » ou avoir « peu confiance » dans les institutions suivantes), sont en effet très révélateurs :

Evolution de la méfiance¹² envers certaines institutions, Wallonie, 2003-2013, en %

Evolution de la méfiance¹³ envers certaines institutions, Wallonie, 2003-2013, en %			
	2003	2012	2013
Partis politiques	73	60	56
medias	55	55	55
Syndicat	55	43	43
Europe	51	39	41
Justice	68	38	36
Etat belge	48	29	26
Police	46	21	24

Remarque : Seules les institutions pour lesquelles nous disposons des données pour les deux vagues (2003 et 2013) ont été reprises dans le tableau ci-dessus.

L'évolution du sentiment de confiance entre 2003 et 2013 montre que l'on assiste à une restauration de la confiance (ou à tout le moins une diminution de la méfiance) des citoyens à l'égard de toute une série d'institutions. La restauration de la confiance la plus importante étant observée pour les institutions garantissant le maintien de l'ordre public comme la justice (-32 points de pourcentage), la police (-22 points de pourcentage) ou encore vis-à-vis d'une institution comme l'Etat belge (-23 points de pourcentage).

¹¹ BALME, R. et al., (2003). « Les motifs de la confiance (et de la défiance) politique : intérêt, connaissance et conviction dans les formes de raisonnement politique ». *Revue internationale de Politique Comparée*, Vol.10, pp.433-461.

¹² Nous avons sélectionné, dans les résultats présentés, les citoyens qui déclarent « ne pas avoir du tout confiance » ou avoir « peu confiance » dans les institutions retenues.

¹³ Nous avons sélectionné, dans les résultats présentés, les citoyens qui déclarent « ne pas avoir du tout confiance » ou avoir « peu confiance » dans les institutions retenues.

En Wallonie, la tendance n'est donc plus à la méfiance généralisée. **En effet, pour presque toutes les institutions sélectionnées¹⁴ (à l'exception des partis politiques et des médias), le groupe de citoyens méfiants à l'égard des institutions est nettement moins important que le groupe des citoyens qui font encore confiance (de moyennement à totalement) aux institutions.**

Ces résultats sont intéressants à plus d'un titre, car ils montrent que les citoyens en Wallonie n'adoptent pas une attitude de méfiance généralisée sans distinction aucune à l'égard des institutions, mais qu'ils pointent, au contraire, très clairement les institutions qui, selon eux, ne fonctionnent pas de manière adéquate et, par conséquent, suscitent une plus ou moins grande méfiance. Voyons maintenant de façon plus précise quelles sont les institutions, en 2013, qui font l'objet d'une grande méfiance de la part des citoyens.

2. Radiographie de la méfiance des citoyens en 2013

Il apparaît, à l'analyse des données de 2013, que la méfiance la plus grande est toujours orientée vers les partis politiques (56%), suivi des médias (55%) et des syndicats (43%).

On soulignera cependant une diminution, entre 2012 et 2013, de la méfiance à l'égard des partis politiques (- 4 points de pourcentage).

La méfiance à l'égard d'institutions responsables de l'ordre public comme la justice (36%) et la police (24%) est plus modérée même si on observe une légère augmentation, pour cette dernière, entre 2012 et 2013.

Enfin, les données du BSW 2013 révèlent également une faible méfiance à l'égard des entreprises (34% de méfiants) et plus encore à l'égard de l'enseignement (14% de méfiants), malgré les grands changements survenus au cours de ces dernières années. Cela montre que les citoyens accordent encore une grande confiance dans certaines institutions et qu'ils font bien, dans l'évaluation qu'ils portent à l'égard des institutions, une distinction évidente entre celles-ci.

3. La confiance à l'égard des institutions publiques en 2013

Nous assistons, vis-à-vis des institutions publiques, à une évolution positive du degré de confiance des citoyens, comme le montre le tableau suivant.

Evolution de la confiance ¹⁵ dans les institutions publiques, Wallonie, 2003-2013, en %				
	2003	2007	2012	2013
Méfiance dans la Région wallonne	39%	29%	31%	29%
Confiance dans la Région wallonne	61%	71%	69%	71%

¹⁴ C'est-à-dire les institutions suivantes : médias, enseignement, entreprises, police, justice, syndicats, partis politiques, Région wallonne, Etat belge, Europe

¹⁵ Sont repris, parmi les « confiants », les citoyens qui déclarent avoir une *confiance moyenne*, une *grande confiance* et une *confiance totale* dans les institutions citées.

Méfiance dans l'Etat belge	48%	36%	29%	26%
Confiance dans l'Etat belge	52%	64%	71%	74%
Méfiance dans l'Union européenne	50%	33%	39%	41%
Confiance dans l'Union européenne	50%	67%	61%	59%

Remarque : tous les résultats présentés dans ce chapitre ont été arrondis à l'unité.

En 2003, 39% des citoyens se déclaraient méfiants à vis-à-vis de la Région Wallonne. Les changements observés entre 2003 et 2007 vont dans le sens d'une baisse (10 points de pourcentage) de ce sentiment de méfiance vis-à-vis de la Région wallonne.

En 2012, malgré les crises successives qui ont traversé la société, on observe une certaine stabilité dans la confiance accordée par les citoyens dans la Région wallonne : 69% des citoyens continuent à avoir confiance dans la Région wallonne contre 71% 6 ans plus tôt. **En 2013, on observe même une légère augmentation dans la confiance que les citoyens accordent à leur région, avec 71% des citoyens qui déclarent avoir confiance.**

Le degré de confiance accordé par les citoyens envers l'Etat belge a connu des changements importants entre 2003 et 2013. **C'est vis-à-vis de l'Etat belge que l'augmentation de la confiance est la plus importante (22 points de pourcentage)**, ce qui semble marquer une certaine restauration de la confiance chez les citoyens. En effet, en 2003 : presque une personne sur deux déclarait ne pas avoir confiance dans l'état belge (48%). Ce sentiment de méfiance s'est réduit à 36% en 2007 pour tomber à 26% en 2013.

Enfin, malgré une augmentation de la confiance chez le citoyens wallons entre 2003 et 2013, c'est vis-à-vis de l'Europe que les citoyens continuent à manifester une méfiance plus grande avec 39% des citoyens qui déclarent en 2012 avoir peu ou pas du tout confiance dans l'Europe et 41% en 2013.

Engagement civique : Qui irait encore voter aux élections... si le vote en Belgique n'était plus obligatoire ?

L'originalité des données du Baromètre social de la Wallonie réside dans le fait que la question du vote obligatoire, et plus spécifiquement de la participation électorale des citoyens en l'absence de cette règle, a été posée pour les quatre niveaux de pouvoir.

À la question « Si le vote n'était plus obligatoire en Belgique, iriez-vous encore voter aux élections communales, régionales, fédérales et européennes », les personnes interrogées avaient la possibilité de répondre « toujours », « la plupart du temps », « parfois » ou « jamais ». Les données présentées ci-dessous proposent, dans un premier temps, d'établir une distinction entre les citoyens qui iraient systématiquement voter aux élections, pour tous les niveaux de pouvoir confondus, et les autres (regroupés dans la catégorie « pas toujours »).

Les données du BSW permettent déjà de faire un premier constat : **celui d'une grande stabilité entre 2007 et 2012 dans la participation aux élections si le vote n'était plus obligatoire en Belgique (pour tous les niveaux de pouvoir confondus).**

Participation au vote	Toutes élections confondues	
	2007	2012
Toujours	43%	47%
Pas toujours	57%	53%
TOTAL	100%	

Remarque : la catégorie « Pas toujours » reprend les modalités de réponse suivantes : « la plupart du temps », « parfois », « jamais »

En 2007, 43% des citoyens interrogés déclaraient qu'ils iraient toujours voter aux élections (toutes élections confondues) si le vote n'était plus obligatoire et, en 2012, ce pourcentage s'élève à 47%.

En 2012, en Wallonie, presque deux personnes sur quatre (47%) iraient *toujours* voter aux élections (toutes élections confondues) si le vote n'était plus obligatoire, 29% des citoyens iraient voter *la plupart du temps ou parfois* et, enfin, 24% n'iraient *plus jamais* voter aux élections en Belgique, indépendamment des niveaux de pouvoir.

Un autre constat très intéressant que l'on peut faire à partir des données du BSW est celui d'une grande importance, pour les citoyens, des élections communales par rapport aux autres niveaux de pouvoir.

En effet, les données de la dernière enquête BSW montrent qu'en 2013, **la participation des citoyens aux élections communales, si le vote n'était plus obligatoire, serait la plus forte, avec 60% des citoyens qui iraient voter systématiquement pour les communales contre 51% pour les régionales, 53% pour les fédérales et 47% pour les européennes.**

Qui irait voter aux élections communales, régionales, fédérales, européennes si le vote n'était plus obligatoire en Belgique ? Wallonie, 2007-2013, en %

	Communales			Régionales			Fédérales			Européennes		
	2007	2012	2013	2007	2012	2013	2007	2012	2013	2007	2012	2013
Toujours	58	61	60	49	55	51	50	56	53	46	50	47
La plupart du temps	7	10	11	9	11	13	8	10	12	8	9	11
Parfois	5	8	8	9	9	11	8	9	10	9	12	11
Jamais	30	21	21	33	24	25	34	25	25	37	28	31
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
N	1218	1237	1175	1216	1221	1156	1215	1226	1161	1214	1224	1166

Remarque : Les résultats présentés dans ce tableau ont été arrondis à l'unité.

L'analyse des données du BSW montrent que ce ne sont pas les élections nationales, ni même régionales qui apparaissent au premier plan pour les citoyens en Wallonie, mais bien les élections au niveau communal, soulignant ainsi l'importance, pour les citoyens, de l'engagement politique au niveau local.

Intérêt pour la politique

Les résultats précédents révèlent que la participation aux élections demeure un engagement important aux yeux de bon nombre de citoyens en Wallonie. Les résultats du BSW, mis en évidence par une équipe de chercheurs de l'UCL¹⁶ révèlent par ailleurs que la participation aux élections est fortement corrélée à l'intérêt que les individus portent à l'égard de la politique. **En 2013, en Wallonie, plus de deux citoyens sur cinq (43%) déclarent être « assez intéressé » voire « très intéressé » par la politique.**

Si l'heure n'est pas au désenchantement, les chiffres du BSW soulignent également qu'il reste une part importante de la population wallonne, plus de la majorité, qui déclare ne pas porter un grand intérêt à la politique.

¹⁶ Pour des analyses complémentaires sur cette thématique, voir notamment les contributions de Pierre Baudewyns et de Conrad Meulewaeter à la Cinquième conférence scientifique de l'IWEPS : <http://www.iweps.be/cinquieme-conference-scientifique>

Intérêt pour la politique, Wallonie, 2013, en %	
Très intéressé	9
Assez intéressé	34
Pas très intéressé	29
Pas du tout intéressé	28
Total	100

Remarque : Les résultats présentés dans ce tableau ont été arrondis à l'unité.

Les activités militantes... pour faire entendre sa voix

Bien que l'affiliation aux partis politiques connaisse une importante diminution au cours des dernières années (en 2003, 10% des citoyens se déclaraient membre d'un parti contre 5% en 2012), on observe, par contre, une certaine stabilité, entre 2003 et 2013, de ce que nous pourrions nommer le militantisme politique, au sens de faire entendre sa voix à travers certaines formes d'activité comme le fait de signer une pétition, de manifester ou encore de faire grève.

En 2013, en Wallonie, 45% des personnes interrogées déclarent s'être déjà mobilisées pour faire entendre leur voix, que ce soit en faisant grève, en faisant circuler une pétition ou en manifestant... Si l'heure n'est pas au désenchantement, ces résultats révèlent qu'il reste toutefois une part importante de la population wallonne qui n'a jamais pris part à des activités de ce type.

Evolution des activités de mobilisation pour faire entendre sa voix Wallonie, 2007-2013, en %			
	2007	2012	2013
Souvent	4	4	4
Quelques fois	29	30	28
Une fois	12	16	13
Jamais	55	50	55
Total	100	100	100

Remarque : ces résultats ont été arrondis à l'unité.

Un nombre important de citoyens continuent cependant à penser qu'il est possible, en Belgique, de se faire entendre lorsque l'on n'est pas d'accord avec la manière dont les choses se passent. **Plus**

d'une personne sur deux en Wallonie (54%) partage cette affirmation en 2013 comme le souligne le tableau suivant.

	« En Belgique, on peut se faire entendre lorsque l'on n'est pas d'accord avec la manière dont les choses se passent... » Etes-vous d'accord ? Wallonie, 2013, en %
	En pourcent
Tout à fait d accord	12
Plutôt d accord	42
Plutôt pas d accord	31
Pas du tout d accord	15
Total	100

Remarque : Les résultats présentés dans ce tableau ont été arrondis à l'unité.

Un sentiment d'identification à la Wallonie qui surprend par sa stabilité ...

Face aux crises successives qui traversent notre société, tant sur le plan économique que politique, assistons-nous comme le souligne certains auteurs à un affaiblissement du sentiment d'appartenance ?

Les résultats du BSW révèlent d'abord que la majorité des citoyens s'identifie à leur région : En 2013, à la question « Vous arrive-t-il de vous sentir wallon ? », 61% des citoyens déclarent se sentir souvent voire tout le temps wallon.

Les chiffres relatifs à l'évolution du sentiment d'appartenance entre 2007-2013 ne permettent pas de parler d'un affaiblissement du sentiment d'appartenance, au contraire.

En effet, les données montrent que le sentiment d'appartenance à la Wallonie, le sentiment d'appartenance à la Belgique, mais aussi le sentiment d'appartenance à l'Europe ont connu une certaine stabilité, voire même une augmentation (pour le sentiment européen), entre 2007 et 2013.

En dépit d'un contexte économique, politique incertain... Ce qui ressort de la comparaison des données 2013 avec les résultats de 2007, c'est une incroyable stabilité du sentiment d'appartenance tant à la wallonie qu'à la Belgique.

Alors que cette période 2007-2013 a été marquée, d'une part par une crise économique majeure, qui aurait pu affecter l'image de l'Europe, et d'autre part, par une crise politique lors de la formation du gouvernement fédéral belge, force est de constater que ni l'identification à la Belgique ni celle à l'Europe ne semble avoir été affectée sur cette dimension. Un peu comme si en en période de crises, d'incertitude face à l'avenir, le sentiment d'appartenance, l'identification des citoyens à leur région, à leur pays se trouverait ainsi renforcé.

Evolution du sentiment d'appartenance à la Wallonie, à la Belgique, à l'Europe, en %

	2007	2013
Sentiment d'appartenance wallon (souvent à tout le temps)	61%	61%
Sentiment d'appartenance belge (souvent à tout le temps)	78%	79%
Sentiment d'appartenance européen (souvent à tout le temps)	34%	38%

Sources : Enquête « Identités et capital social en Wallonie » 2003 et Baromètre social de la Wallonie, 2013, IWEPS.

Le sentiment de différence vis-à-vis des outgroups

Après avoir examiné les ressentis des citoyens wallons par rapport à leur appartenance wallonne, belge ou européenne, la mesure dans laquelle ils se sentent différents de citoyens d'autres régions ou d'autres pays est appréhendée.

Ces questions sur "la mesure dans laquelle on se sent différent de" ont été introduites en cours de route dans les développements des questionnaires sur l'identité, et il y aurait évidemment une infinité d'*outgroups* à tester de cette manière : si l'on se sent Wallon, Belge ou Européen, par rapport à quels extérieurs cela peut-il faire sens? La sélection, forcément sévère dans l'économie d'un questionnaire, a été influencée par les événements marquants des périodes où chaque questionnaire a été développé (par exemple en 2003, à l'époque de la guerre d'Irak, il paraissait pertinent d'opposer Européen à Américain, ce qui est moins évident en 2012), de telle sorte que nous n'avons plus la même liste qu'il y a dix ans, et que la comparaison temporelle ne peut plus se faire que sur un nombre restreint d' *outgroups*.

Pouvez-vous indiquer dans quelle mesure vous vous sentez différent des citoyens suivants? 2013					
	Bruxellois	Flamand	Français	Hollandais	Allemand
Très différent	16,0%	31,2%	16,6%	38,6%	42,3%
Plutôt différent	32,7%	34,9%	38,3%	37,9%	34,7%
Plutôt pas différent	28,6%	18,9%	27,7%	13,8%	13,1%
Pas différent du tout	22,7%	15,0%	17,5%	9,6%	9,9%

La comparaison est réalisée avec des voisins immédiats: Bruxellois et Flamands en miroir de l'identité wallonne; Français, Hollandais et Allemands en miroir de l'identité belge.

Comme lecture d'ensemble, on peut d'abord relever que dans tous les cas, sauf - de peu - pour les Bruxellois, il y a une majorité du côté "différent". Et l'effet de la langue commune est tout aussi marquant, puisque Bruxellois et Français se démarquent, pour tous les autres groupes la majorité de "différent" atteint ou dépasse les deux tiers.

Une lecture détaillée de ce tableau montre que ceux qui sont perçus comme les plus différents sont les Allemands, quasi à égalité avec les Hollandais. Si ceux-ci sont perçus comme plus éloignés que les Flamands, ces derniers sont quand même très nettement perçus du côté "différent", de telle sorte que l'on peut lire ces résultats comme une prédominance de la dimension linguistique ou culturelle (voire politique, mais jusqu'ici rien ne permet de l'affirmer) sur la dimension d'appartenance commune à la nation belge.

Evolution de la perception à l'égard des citoyens flamands...

De ces cinq références externes, seules deux avaient déjà été testées précédemment, de telle sorte que les comparaisons dans le temps ne peuvent porter que sur la différence ressentie vis-à-vis d'un citoyen flamand et d'un citoyen français. Nous disposons pour cela de quatre mesures : 2003, 2007, 2012 et 2013.

POUVEZ-VOUS INDIQUER DANS QUELLE MESURE VOUS VOUS SENTEZ DIFFERENT DES CITOYENS SUIVANTS: UN CITOYEN FLAMAND ? 2003-2013

	2003	2007	2012	2013
Très différent	8,9%	13,5%	30,3%	31,2%
Plutôt différent	26,1%	27,8%	34,1%	34,9%
Plutôt pas différent	21,8%	22,8%	20,8%	18,9%
Pas différent du tout	43,3%	36,0%	14,8%	15,0%

Vis-à-vis des citoyens flamands, la tendance générale est à l'accroissement de la différence perçue : en 2003, 35% des Wallons se sentaient différents des Flamands. Cette proportion s'élève à 41% en 2007 et 66% en 2013.

La situation actuelle d'une nette majorité côté "différent" n'est pas une constante. Le mouvement est donc ici considérable sur les six dernières années, beaucoup plus que sur les trois précédentes. Il nous semble légitime de mettre en relation cette mesure avec la crise communautaire et gouvernementale, dont l'effet sur la perception de l'autre est l'explication qui semble s'imposer. On relèvera donc une bien plus grande sensibilité de cette mesure-ci à la conjoncture politique par rapport à celle du sentiment d'appartenance. Le tableau d'ensemble est que les Wallons continuent à se sentir belges en même temps qu'ils se sentent de plus en plus différents des Flamands. La cohérence entre ces deux observations, à première vue contradictoires, réside dans la complémentarité entre les identités que nos enquêtes démontrent depuis 1988: l'identité wallonne n'est pas exclusive ni excluante.

On pourrait s'attendre à ce que les différences perçues par les citoyens wallons vis-à-vis des citoyens flamands soient particulièrement fortes chez les citoyens wallons qui se sentent souvent ou tout le temps wallons. Or, les analyses de l'équipe de l'Ulg montrent que **l'identité belge ou wallonne ne semble pas se construire en contraste aux Flamands. En effet, ce n'est pas du côté des citoyens wallons qui se sentent souvent ou tout le temps wallons ou belges que la différence perçue avec les Flamands est la plus grande.** Elle est la plus forte chez ceux qui se sentent « rarement » belges, et chez ceux qui se sentent « de temps en temps » wallons.

Fierté du sentiment d'appartenance à la Wallonie

1. Fier d'être wallon en 2013

Un autre éclairage sur le sentiment d'appartenance à la Wallonie peut être apporté avec la notion de fierté qui constitue, selon les chercheurs du CLEO (Centre d'Etude de l'Opinion de l'Université de Liège)¹⁷, probablement la mesure la plus stable parmi les indicateurs mesurant le sentiment d'appartenance.

Quel que soit le contenu du sentiment d'appartenance (voir plus loin), les résultats relatifs à la question sur la fierté d'appartenir à la Wallonie témoignent de l'importance de ce sentiment chez les citoyens en 2013. **En effet, comme le montre le tableau suivant, 78% des citoyens déclarent, en 2013, être « plutôt fier » voire « très fier » d'appartenir à la Wallonie.**

Fierté du sentiment d'appartenance à la Wallonie		Pourcentage en 2012	Pourcentage en 2013
	Très fier	29	32
	Plutôt fier	48	46
	Plutôt peu fier	10	9
	Pas fier du tout	1	1
	Non concerné (aucun sentiment d'appartenance à la Wallonie)	12	12

Source : Baromètre social de la Wallonie, 2012, IWEPS - Calculs : CLEO-ULg

Les analyses réalisées par le CLEO soulignent une fois encore la complémentarité des identités et les derniers résultats du BSW montrent qu'en 2012, au plus souvent on se sent wallon, au plus souvent on se sent aussi belge.

En 2012, en ce qui concerne la fréquence du sentiment d'appartenance, on retiendra que 58% des citoyens wallons se sentent à la fois souvent wallons et belges ; 12% des citoyens se sentent souvent belges et rarement wallons et seulement 1% se déclarent souvent wallons et rarement belges.

Les résultats relatifs à la fierté du sentiment d'appartenance illustrent mieux encore la force de la complémentarité entre sentiment d'appartenance wallon et belge. En 2012, la très grande majorité

¹⁷ Le CLEO de l'Université de Liège est un centre de recherche spécialisé sur les questions d'appartenance et d'identité wallonne. L'équipe du CLEO a collaboré, depuis le début du projet, aux enquêtes BSW réalisées par l'IWEPS, tant dans la phase d'élaboration de l'enquête que dans la phase d'analyse des données. En février 2014, le CLEO a réalisé, à la demande de l'IWEPS, un rapport de recherche intitulé « Baromètre social de la Wallonie 2012-2013. Analyse des identités en Wallonie ». Ce rapport sera prochainement téléchargeable sur le site de l'IWEPS.

des citoyens interrogés se dit à la fois fier d'être belge et fier d'être wallon comme le montre le tableau de résultats suivant :

Distribution des citoyens wallons selon la fierté du sentiment d'appartenance à la Wallonie ET à la Belgique (en pourcentage, total=100%, à partir d'un échantillon de 1 147 individus)

	Fier d'être wallon	Pas fier d'être wallon
Fier d'être belge	83%	7%
Pas fier d'être belge	5%	5%

Source: Baromètre Social de la Wallonie, 2012, IWEPS - Calculs: CLEO-Ulg

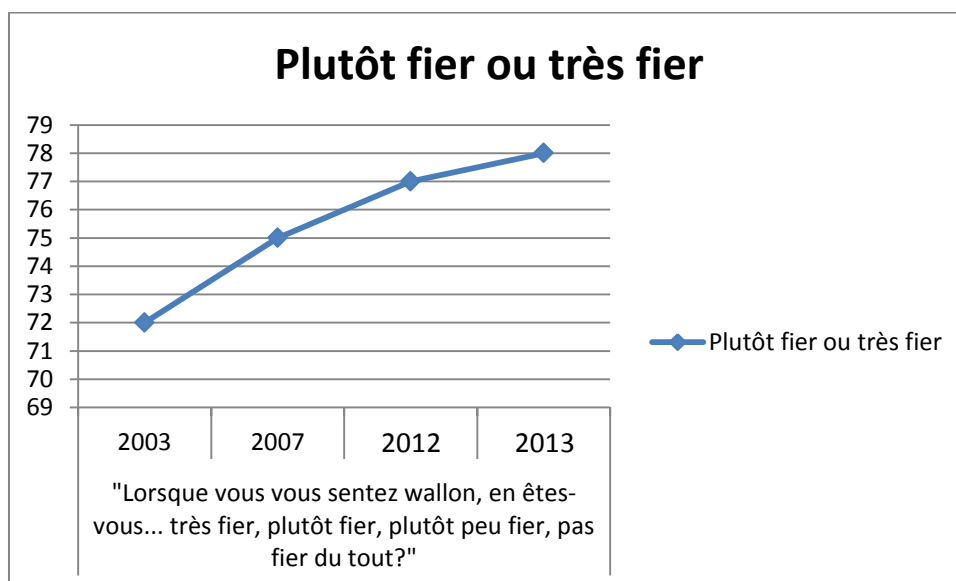
On soulignera également qu'en 2013, 12% des personnes interrogées déclarent ne pas éprouver de sentiment d'appartenance à leur région et, par conséquent, n'ont pas répondu aux questions relatives à la fierté d'être wallon. Nous avons souhaité, dans la présentation des résultats ci-dessus, souligner la part des citoyens qui ne possèdent pas d'attachement particulier à la Wallonie (A la question qui leur a été posée : « Vous arrive-t-il de vous sentir wallon ? », ces citoyens ont répondu « jamais »).

Nous avons donc choisi, dans la présentation des résultats suivants, de travailler à partir de notre échantillon total (en ce compris les personnes qui ne se sentent pas concernées par les questions d'appartenance à la Wallonie) pour offrir une meilleure représentation du poids réel de la fierté du sentiment d'appartenance au sein de la population.

2. Evolution de la fierté du sentiment d'appartenance à la Wallonie, 2003-2013

L'analyse de l'évolution du sentiment de fierté à la Wallonie montre que celui-ci est en constante évolution au cours de ces dernières années. Depuis 2007, la proportion des citoyens qui déclare « ne pas être fier du tout » d'être wallon a considérablement baissé (de 6% à 1%).

Evolution de la fierté du sentiment d'appartenance à la Wallonie, 2003-2013, en %



Sources : Enquête « Identités et capital social en Wallonie » 2003, 2007 et Baromètre social de la Wallonie, 2012 et 2013, IWEPS - Calculs propres à l'IWEPS

Les résultats retraçant l'évolution du sentiment de fierté (« très fier » et « plutôt fier ») au sein de la population en Wallonie montrent clairement que la fierté d'être wallon est en constante augmentation depuis 10 ans, dans un contexte pourtant marqué par des crises successives.

On peut alors s'interroger sur ce qui fait la fierté des wallons ou, à l'inverse, ce qui ne les rend pas ou peu fier. C'est l'originalité de la démarche proposée dans le BSW, de questionner le contenu de l'identité wallonne grâce à l'introduction d'une question ouverte dans le BSW 2012 et dans le BSW 2013.

De quoi peut-on être fier en Wallonie ?

Afin de savoir quelles sont les images de la Wallonie associées au sentiment d'appartenance et de fierté, cette année, pour la première fois, l'enquête BSW a introduit deux nouvelles questions portant sur le contenu du sentiment d'appartenance.

En 2013, de quoi peut-on être fier en Wallonie ?

A la question ouverte : « De quoi peut-on être fier en Wallonie ? », **la première raison qui suscite la fierté des citoyens, toute réponse confondue (trois propositions leur étaient demandées), est liée à la qualité de vie quotidienne¹⁸**. Cette dimension apparaît comme la dimension la plus importante aux yeux des citoyens wallons (36%), dépassant la fierté liée aux gens et l'hospitalité qui était en première position en 2012.

En seconde position, pour 35% des citoyens, on retrouvera cette fierté liée aux traits de caractère que les citoyens interrogés attribuent aux Wallons en tant que personne, à savoir par exemple leur hospitalité, leur tolérance, leur ouverture, leur indépendance ou leur esprit d'entraide.

Enfin, la troisième raison qui provoque la fierté des wallons est liée à la nature et touche 33% des personnes interrogées. Les propositions contenues dans cette catégorie se réfèrent directement à la nature, ou très souvent, à la beauté des paysages, voire à la beauté de la région en général. L'environnement est parfois cité, mais plus rarement.

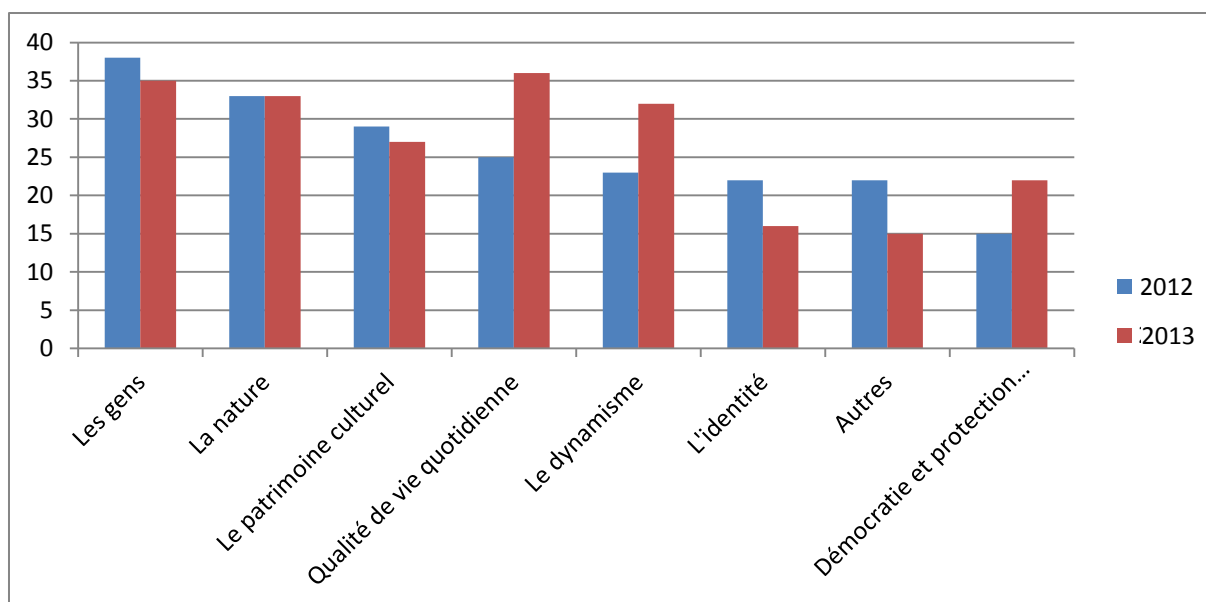
Analyse de l'évolution des motifs de fierté entre 2012 et 2013

En 2012, la nature apparaissait également comme un élément de fierté important aux yeux des citoyens wallons. Certaines propositions ont connu une sensible hausse entre 2012 et 2013 et l'on soulignera par exemple que la « démocratie et la protection sociale » est une catégorie qui progresse significativement entre 2012 et 2013.

Motifs de fierté d'être wallon. Pourcentage des citoyens qui ont cité au moins une fois les propositions suivantes..., Wallonie, 2012-2013, en %

¹⁸ La *qualité de vie* reprend non seulement tous les éléments relatifs à la « douceur de vivre » en Wallonie mais également la gastronomie, le tourisme, la vie sociale. La catégorie *dynamisme* a été construite pour rendre compte de toutes les formulations qui expriment une évaluation positive d'un développement, d'une amélioration ou une volonté d'amélioration, formulations qu'il était souvent difficile de classer ailleurs. On y a adjoint les formulations qui font une référence positive aux *savoirs, compétences* des Wallons ainsi qu'à *l'enseignement*. La catégorie *démocratie et la protection sociale* reprend les références positives à la liberté d'expression et à la qualité démocratique des institutions, mais aussi aux mécanismes d'aide sociale et à la qualité du système de santé. *L'identité* a aggloméré toutes les réponses se référant à la valorisation positive de la Wallonie en tant que telle, mais aussi, c'est important, toutes les références centrées sur l'opposition aux Flamands.

Note : Le travail d'analyse des questions ouvertes et la construction des différentes catégories de réponse ont été réalisés par le Professeur Marc Jacquemain de l'Université de Liège.



Source: IWEPS, Baromètre Social de la Wallonie, 2012-2013 - Calculs: CLEO-ULg

Rem : Le graphique ci-dessus reprend les résultats cumulés des trois propositions de réponse.

La **structure globale** des réponses est fort proche lors des deux enquêtes. Cela permet de s'intéresser aux différences, limitées mais significatives entre les deux enquêtes¹⁹.

Les résultats pour la première, deuxième et troisième réponse, donnent relativement les mêmes tendances, qui sont dès lors accentuées lorsqu'on additionne les résultats cumulés des trois réponses comme présentés dans le graphique ci-dessus. Nous avons donc choisi de présenter l'information synthétisée et d'en dégager les grandes tendances.

Les catégories « *les gens* », « *la nature* » et « *le patrimoine culturel* » représentent un pourcentage de réponse fort similaire entre 2012 et 2013 et restent parmi les cinq catégories les plus souvent citées.

- Les catégories « *qualité de vie quotidienne* » et « *dynamisme* » recueillent sensiblement plus de réponses en 2013 ; elles prennent respectivement la première et la troisième place de la liste (avec la catégorie « *nature* »).
- La catégorie « *démocratie et protection sociale* » progresse aussi significativement, sans rejoindre les premières.
- Les catégories « *identité* » et « *autres* » diminuent significativement et viennent se caler aux dernières places.

¹⁹ L'intervalle de confiance est en théorie différent pour toutes les comparaisons, mais, compte tenu de l'ampleur moyenne des proportions, on peut considérer qu'une différence de 3,5 % entre les chiffres de 2012 et ceux de 2013 est significative au degré de certitude de 95 %. Les différences plus faibles doivent s'apprécier avec davantage de prudence.

De quoi n’y-a-t-il pas lieu d’être fier en Wallonie ?

Le BSW a également interrogé les citoyens sur l’absence de fierté en Wallonie²⁰ avec la question ouverte suivante : « **De quoi n’y a-t-il pas lieu d’être fier en Wallonie ?** ».

En 2013, contre toute attente, la réponse qui vient spontanément à l’esprit des personnes interrogées est l’état des routes : l’entretien des routes, la présence trop importante de camions ou la multiplication des « nids de poule » sont très fréquemment cités par les personnes interrogées. **Elles sont 37% à avoir cité l’état des routes au moins une fois dans les trois éléments dont on ne peut pas être fiers en Wallonie.**

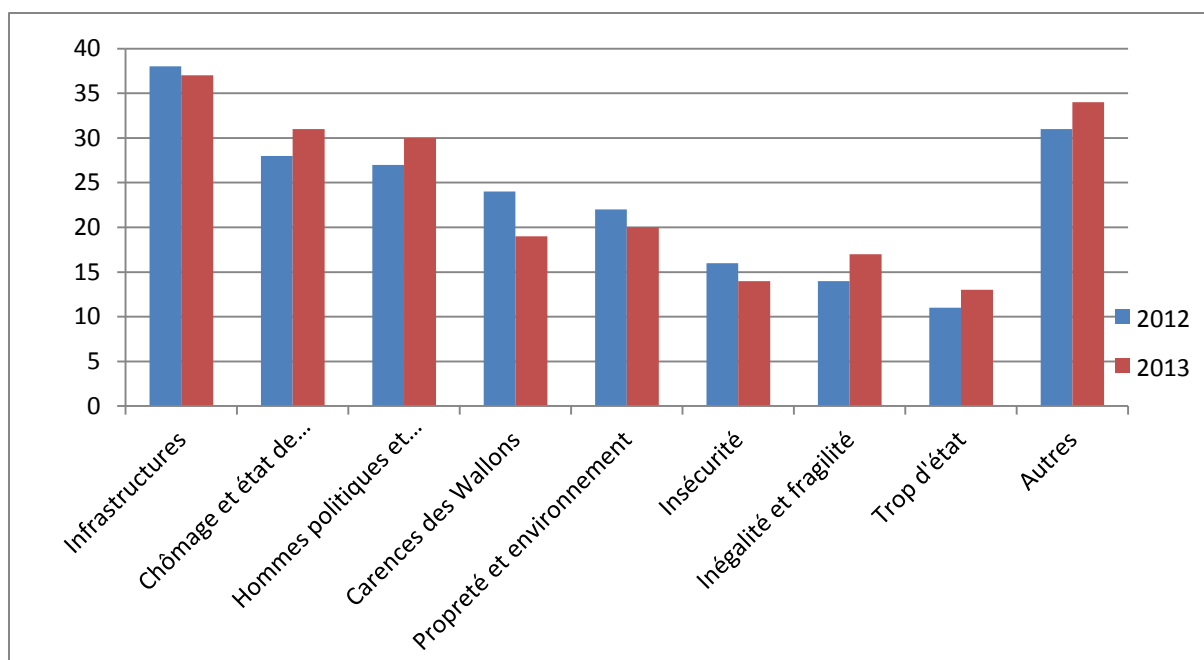
Viennent ensuite le chômage et l’état de l’économie qui sont cités respectivement par 31% des citoyens wallons. Le (taux de) chômage, le manque de travailleurs, le nombre élevé de demandeurs d’emploi, la lenteur du redressement économique ou encore le chômage des jeunes sont autant d’éléments dont bon nombre de citoyens ne sont pas fiers.

La catégorie « Hommes politiques et gouvernance » est citée au moins une fois dans les propositions liées à l’absence de fierté d’être wallon et rassemble 30% des répondants. Parmi eux, plusieurs font une référence explicite au personnel politique. D’autres font plutôt référence à des pratiques, soit de corruption, soit de décisions inappropriées. Enfin, plusieurs réponses citent les deux. Les citoyens parlent de « mauvaise gouvernance politique », « d’immobilisme de nos politiciens », « de la corruption en politique » ou encore « de la gestion d’argent public ».

Analyse de l’évolution des motifs d’absence de fierté entre 2012 et 2013

Motifs d’absence de fierté. Pourcentage des citoyens qui ont cité au moins une fois les propositions suivantes..., Wallonie, 2012-2013, en %

²⁰ Les résultats présentés dans ce module sont tirés du rapport de recherche « Baromètre social de la Wallonie 2012-2013. Analyse des identités en Wallonie ». Ce rapport réalisé à la demande de l’IWEPS par l’équipe du CLEO de l’Université de Liège sera prochainement téléchargeable sur le site de l’IWEPS. Le CLEO de l’Université de Liège est un centre de recherche spécialisé sur les questions d’appartenance et d’identité wallonne.



Source: IWEPS, Baromètre Social de la Wallonie, 2012-2013 - Calculs: CLEO-Ulg

Rem : Le graphique ci-dessus reprend les résultats cumulés des trois propositions de réponse.

On fera d'abord remarquer que sur le versant « négatif » de l'appréciation des wallons, la situation observée d'une année à l'autre est très stable.

En effet, les trois critiques majoritaires en 2012 (« *infrastructures* », « *chômage et état de l'économie* », « *hommes politiques et gouvernance* ») restent, dans le même ordre, les trois critiques majoritaires en 2013, en prenant globalement un peu plus de poids qu'en 2012.

Une seule différence peut être considérée comme statistiquement significative dans la comparaison entre 2012 et 2013 : la catégorie « *Carences des Wallons* » a diminué de 5,2 %, il y a donc une certaine diminution (très relative au demeurant) de la tendance à l'autodénigrement des Wallons.

Ces questions sur la fierté et l'absence de fierté sont intéressantes à mettre en relation avec les priorités politiques des citoyens en Wallonie. On retrouve en effet dans ce que les citoyens considèrent comme importants pour eux et pour le développement de la Wallonie, certaines thématiques chères aux citoyens qui font leur fierté ou, à l'inverse, dont ils n'ont pas de quoi être fiers...

Priorités politiques et Plan Marshall 2.Vert : quelles sont les préoccupations des citoyens ?

Pour connaître les priorités des citoyens en matière de politique à mettre en œuvre, un module spécifique a été réalisé dans le Baromètre social de la Wallonie 2012²¹. Ce module a été conçu spécialement dans l'objectif de répondre à deux questions :

- Quelles sont les préoccupations des citoyens wallons en ce qui concerne les politiques mises en œuvre par le Gouvernement wallon ?
- Dans quelle mesure les préoccupations du Plan Marshall 2.Vert sont-elles présentes dans la population wallonne ?

Les compétences régionales²² ont été réorganisées en 24 domaines (par exemple la lutte contre les discriminations ou la mise ou la remise à l'emploi des demandeurs d'emploi). Ces domaines ont été libellés de façon à les rendre facilement compréhensibles pour les personnes interrogées ;

Il a alors été demandé aux citoyens de déterminer parmi ces 24 domaines quels étaient les trois domaines les plus importants pour eux, dans un premier temps, et pour le développement de la Wallonie, dans un second temps.

Le tableau suivant présente les résultats en 2013 concernant les domaines que le citoyen considère important *pour lui* et, dans la seconde colonne, les domaines qu'il considère important *pour le développement de la Wallonie*.

Proportion de citoyens wallons ayant retenu le domaine considéré dans la liste des 3 domaines les plus importants pour eux ou pour le développement de la Wallonie (en pourcentage), 2013

	Pour le citoyen wallon...*	Pour le développement de la Wallonie...**
Environnement		
La protection de l'environnement et de la biodiversité	24	13
L'utilisation des énergies renouvelables (éoliennes, panneaux solaires...)	16	14
Les économies d'énergie (sensibilisation, primes à l'isolation)	18	10
Social		

²¹ Ce chapitre a été rédigé à partir d'extraits tirés du rapport de recherche "Priorités politiques et Plan Marshall 2.Vert. Mise à jour des données du Baromètre social de la Wallonie 2012" réalisé par l'équipe de l'UCL-IPSOLE, en collaboration avec les chercheurs de l'IWEPS. (Personne contact à l'IWEPS pour le Plan Marshall 2.Vert : Mathieu Mosty, m.mosty@iweeps.be)

²² Ces compétences régionales sont répertoriées sur le site internet du Parlement wallon (<http://parlement.wallonie.be/content/default.php?p=comp-00>) et sur les sites internet des cabinets des ministres wallons.

Le soutien aux publics fragilisés (par exemple personnes âgées, personnes malades, handicapés physiques ou mentaux, etc.)	49	14
Le soutien aux familles (crèches, familles en difficulté, etc.)	32	8
La lutte contre les discriminations (égalité hommes-femmes, discrimination raciale...)	16	6
Education et formation		
La mise ou remise au travail des demandeurs d'emploi (formations, orientation et actions de sensibilisation)	38	36
La formation continue des travailleurs (développement de nouvelles compétences ou reconversion)	12	26
Service à la population		
Les infrastructures sportives	5	3
Le financement des provinces et communes	4	15
Aménagement du territoire et habitat		
Les logements neufs et les primes à la rénovation	8	8
La production et la distribution de l'électricité, du gaz et de l'eau	5	5
L'aménagement du territoire rural et urbain (plans de secteur, zones d'habitat...)	4	6
Economie		
Les aides aux entreprises	8	25
La reconversion des anciens sites industriels	4	12
La création de zonings (à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services)	2	10
La recherche et l'innovation	10	26

Le commerce extérieur et les relations internationales	2	14
Le tourisme	3	12
Transport		
Les routes et autoroutes	20	19
Les ports	0,2	2
Les aéroports	0,5	2
Les pistes cyclables, les zones piétons et les Ravel...	9	6
Les transports en commun et les transports scolaires	9	5

Source : IWEPS, Enquête BSW 2013 - Calculs : IWEPS

Clé de lecture : *Exemple : en 2013, la protection de l'environnement et de la biodiversité fait partie des trois priorités citées pour le développement de la Wallonie par 13 % des citoyens wallons.*

En 2013, lorsque les citoyens se positionnent sur les trois domaines les plus importants pour eux-mêmes, près d'un citoyen sur deux (49%) estime que le soutien aux publics fragilisés fait partie des domaines prioritaires.

Toujours au niveau social, 32% des citoyens ont classé le soutien aux familles dans un des trois domaines les plus importants. Les deux autres domaines les plus fréquemment cités sont la mise ou remise au travail des demandeurs d'emploi (38%) et la protection de l'environnement et de la biodiversité (24%). On retrouve dans ce dernier domaine prioritaire la référence à la nature qui, aux yeux des citoyens en Wallonie, participe également au sentiment de fierté d'être wallon.

Du point de vue du développement de la Wallonie, les impératifs économiques sont prégnants. Le domaine considéré comme le plus important pour le développement de la Wallonie est la mise ou remise au travail des demandeurs d'emploi, qui apparaît déjà en bonne place du point de vue individuel : 36% des citoyens wallons ont cité ce domaine dans la liste des trois domaines les plus importants pour le développement de la Wallonie.

On soulignera également qu'un peu plus d'un citoyen wallon sur quatre a intégré, en 2013, les aides aux entreprises (25%) et la recherche et l'innovation (26%) dans sa liste des domaines les plus importants pour le développement de la Wallonie.

Une autre catégorie considérée comme importante pour le développement de la Wallonie est l'éducation et la formation. La formation continue des travailleurs occupe en effet la deuxième place, avec la recherche et l'innovation, avec un peu plus d'un citoyen wallon sur quatre (26%) qui estime que ce domaine est prioritaire pour le développement de la Wallonie.

Enfin, pour terminer, on relèvera également que pour presque un citoyen sur cinq (19%), le domaine des routes et autoroutes (qui ne bénéficie pas de budgets dans le cadre du Plan Marshall 2.Vert) est un domaine prioritaire **pour le développement de la Wallonie**.

Rôles et responsabilités du Gouvernement wallon en 2013

En 2013, une nouvelle batterie de questions portant sur l'opinion que peuvent avoir les wallons par rapport au développement de politiques publiques a été ajoutée au questionnaire BSW.

1. La mise en œuvre de plans d'action, Wallonie, 2013

Tout d'abord, des questions générales sur les rôles et les responsabilités du Gouvernement wallon ont été posées aux citoyens. Ainsi à la question : « Dans quelle mesure estimez-vous important que le gouvernement wallon développe des plans d'action ou des dispositifs pour la population ? », le citoyen wallon considère largement, comme le montre le tableau ci-dessous, que le développement des plans d'action ou des dispositifs pour la population est important (95 %, si on regroupe les personnes qui le jugent « très important » et celles qui le jugent « plutôt important »).

Distribution des avis des citoyens quant à l'importance des rôles et des responsabilités du Gouvernement wallon, Wallonie, 2013, en %, n= 1242

	Très important	Plutôt important	Plutôt pas important	Pas important du tout	Total
Le développement des plans d'action ou des dispositifs pour la population.	43	52	4	1	100
Le fait d'informer la population de la mise en œuvre de ces plans d'action.	56	40	3	1	100
Le fait d'informer la population sur les résultats de ces plans d'action.	61	36	2	1	100

Source : IWEPS, Enquête BSW 2013 - Calculs : IWEPS

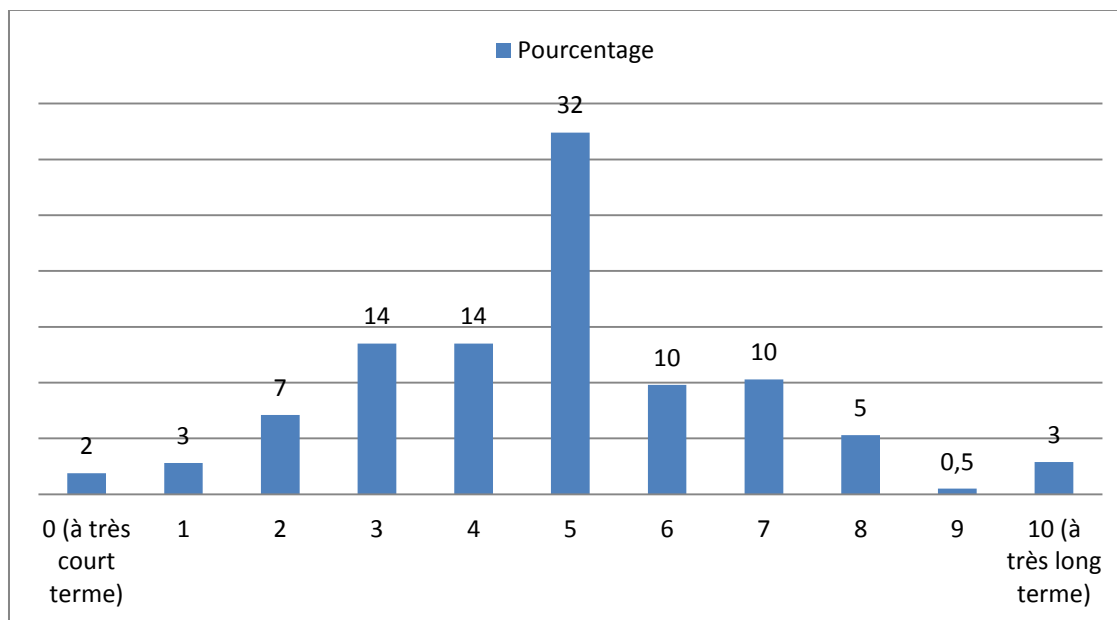
En outre, les résultats montrent **que l'information est un aspect important aux yeux du citoyen wallon**, et cela que ce soit vis-à-vis de la mise en œuvre des plans d'action, ou vis-à-vis des résultats de ceux-ci (respectivement, 96 % et 97%). Il est donc indéniable que ce sont des domaines importants dans l'opinion publique.

En lien avec la mise en œuvre des plans d'action au sein d'une région, nous avons voulu savoir quel est, selon le citoyen, le temps nécessaire pour pouvoir apprécier les résultats d'une politique exécutée par un gouvernement.

Le graphique ci-dessous révèle que **presque un citoyen wallon sur trois estime qu'il faut un bon entre-deux (32%) pour observer les résultats des politiques mises en œuvre. Quatre citoyens sur dix (39 %, qui ont choisi entre 0 et 4) sont d'opinion qu'une politique devrait plutôt porter des**

résultats à court terme, contre 29 % à long terme (proportion des citoyens qui ont choisi entre 6 et 10).

Distribution des avis des citoyens wallons quant au délai nécessaire pour l'émergence de résultats des politiques, Wallonie, 2013, en % (n=1 242 individus)



Source : IWEPS, Enquête BSW 2013 – Calculs : IWEPS

Remarque : le total n'est pas toujours égal à 100 en raison des arrondis.

2. Le Plan Marshall 2.Vert²³

Si l'on se tourne maintenant plus spécifiquement vers le Plan Marshall 2.Vert, on peut alors s'interroger sur l'importance que ceux-ci accordent à sa mise en œuvre. **Tout d'abord, les données du Baromètre social de la Wallonie recueillies en 2013 révèlent que 40% des citoyens interrogés déclarent ne pas connaître le Plan Marshall 2.Vert.**

60% des Wallons et des Wallonnes ont donc exprimé leur avis concernant l'importance de la mise en œuvre du Plan Marshall 2.Vert.

Par ailleurs, comme nous l'avons constaté précédemment en ce qui concerne l'importance de la mise en œuvre de plans d'actions au niveau de la Wallonie, **les citoyens interrogés estiment très largement que la mise en œuvre du Plan Marshall 2.Vert est « très importante » ou « plutôt importante ».** Seuls 7 % estiment que sa mise en œuvre n'est – plutôt – pas importante.

²³ Le rapport final du Plan Marshall 2.Vert est accessible en ligne à l'adresse suivante : http://www.iweps.be/sites/default/files/pm2.v_-_rapport_evaluation_globale.pdf

Personne contact à l'IWEPS pour le Plan Marshall 2.Vert : Mathieu Mosty, m.mosty@iweps.be

Distribution des avis des citoyens wallons quant à l'importance de la mise en œuvre du plan d'action « Plan Marshall 2.Vert », Wallonie, 2013, en % (n= 1 242 individus)

Le citoyen estime la mise en œuvre du Plan Marshall 2.Vert...	Pourcentage
Très importante	18
Plutôt importante	35
Plutôt pas importante	5
Pas importante du tout	2
Ne connaît pas le Plan Marshall 2.Vert	38
Ne sais pas / Refus	2
Total	100

Source : IWEPS, Enquête BSW 2013 - Calculs : IWEPS

Remarque : le total n'est pas toujours égal à 100 en raison des arrondis.

Se pose ensuite la question de savoir si les Wallons estiment avoir été suffisamment informés des actions mises en œuvre ainsi que des résultats du Plan Marshall 2.Vert.

Sur ce point, les deux enquêtes de 2012 et 2013 révèlent que **d'une manière générale la population ne se sent pas suffisamment informée sur le Plan Marshall 2.Vert et, dans une moindre mesure, peu concernée**. L'hypothèse qui avait été formulée en 2012 doit être répétée pour 2013 : il se peut qu'une proportion de la population connaisse malgré tout une ou des mesures qui composent le plan (par exemple, le Plan Langues), mais qu'elle ne fasse pas nécessairement le lien entre l'enveloppe (c'est-à-dire le Plan Marshall 2.Vert) et son contenu (c'est-à-dire les mesures du Plan Marshall 2.Vert).

Plus spécifiquement, en 2013, il a également été demandé aux répondants de dire, d'une part, si selon eux **l'ensemble de la population wallonne** est concernée par le Plan Marshall 2.Vert et, d'autre part, si **eux-mêmes** se sentent concernés.

Estimez-vous que l'ensemble de la population wallonne est / vous êtes concerné(e) par le Plan Marshall 2.Vert ? Wallonie, 2013, en % (n=1242)		
	L'ensemble de la population wallonne	Le citoyen wallon lui-même
Oui, tout à fait	13	7
Plutôt oui	40	31
Plutôt non	20	24
Non, pas du tout	7	21
Ne sais pas/ Refus	21	17
Total	100	100

Source : IWEPS, Enquête BSW 2013 - Calculs : IWEPS

Rem : le total n'est pas toujours égal à 100 en raison des arrondis.

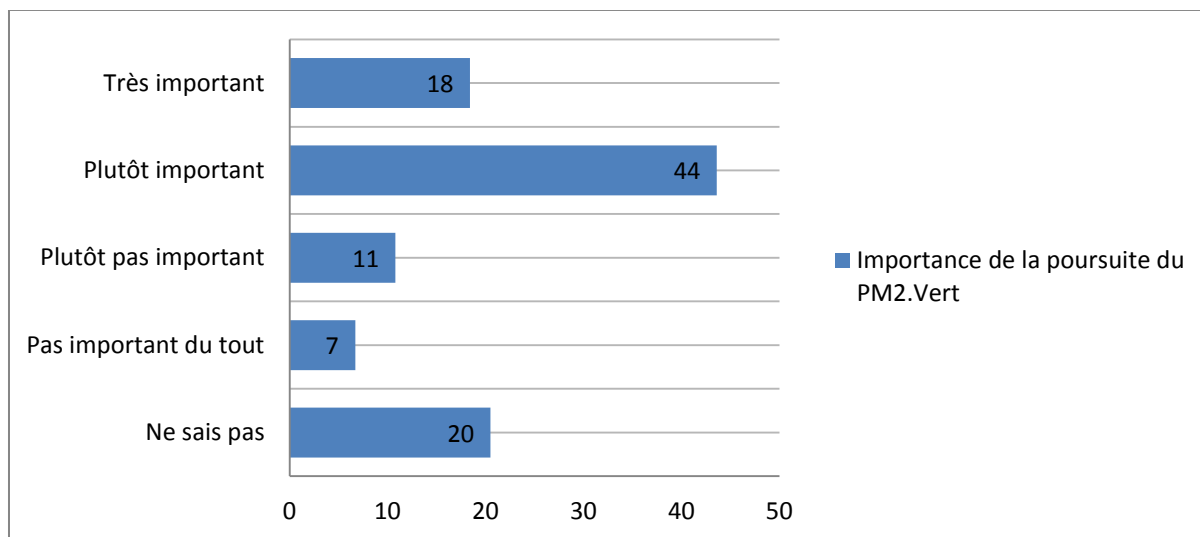
Le tableau ci-dessus montre que moins de la moitié des Wallons (38%) se sent concerné par le Plan Marshall 2.Vert. Quant à leur avis sur l'ensemble de la population, ils sont un peu plus de la moitié (53 %) à considérer que l'ensemble de la population wallonne est concernée par le Plan. On peut observer au passage un taux de « ne sais pas » et de refus élevé pour cette question (environ un Wallon sur cinq).

On fera toutefois remarquer que si 38 % des individus affirment ne pas connaître le Plan Marshall 2.Vert (voir résultats précédents), seuls 21 % d'entre eux ne se positionnent pas sur cette question. Ce qui signifie que même lorsqu'ils ne connaissent pas le Plan Marshall 2.Vert dans son contenu, les citoyens ont cependant un avis à donner en ce qui concerne l'impact de ce type de plan d'action au sein de la population ou sur leur propre trajectoire.

3. La poursuite du Plan Marshall par le prochain Gouvernement ?

Enfin, à la question « Dans quelle mesure estimez-vous important ou non que le Plan Marshall 2.Vert soit poursuivi par le prochain gouvernement ? », **en 2013, plus de 6 citoyens wallons sur 10 répondent positivement (62 %), contre 18% qui considèrent que le plan ne doit pas être poursuivi (« plutôt pas important » et « pas du tout important »).** Ici aussi, on peut noter que 20 % des personnes interrogées indiquent qu'elles ne savent pas se prononcer.

Distribution des réponses des citoyens à la question : « Dans quelle mesure estimez-vous important ou non que le Plan Marshall2.Vert soit poursuivi par les prochain Gouvernement ? », Wallonie, 2013, en % (n = 1242)



Source : IWEPS, Enquête BSW 2013 - Calculs : IWEPS

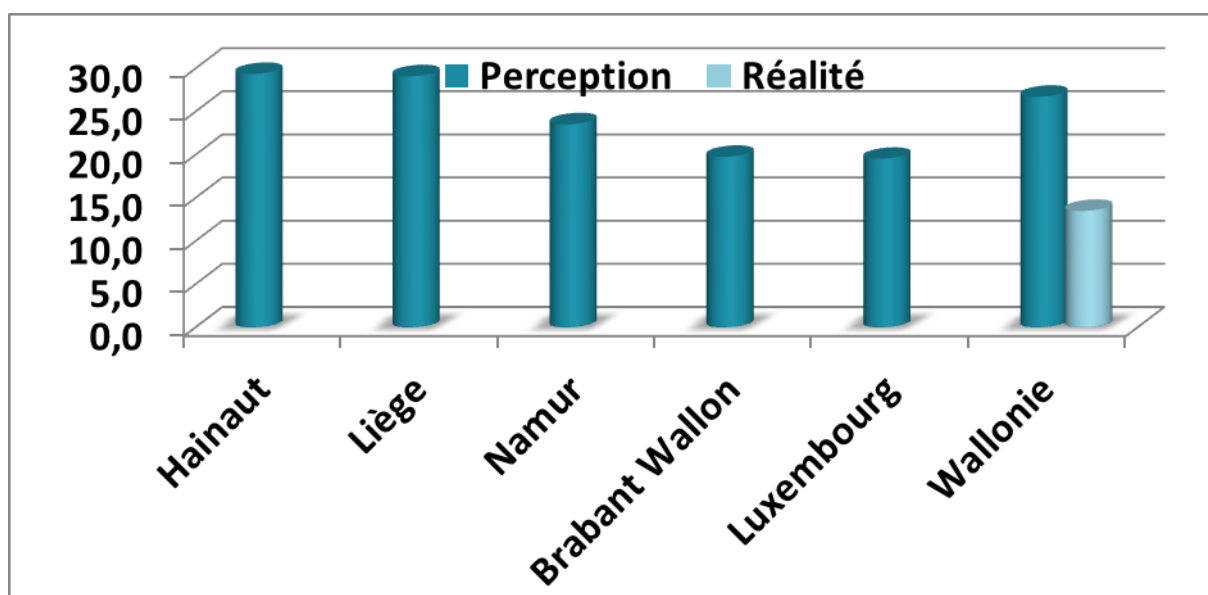
Le poids de l'immigration en Wallonie : entre fantasme et réalité

Le baromètre social de la Wallonie interroge également les valeurs des citoyens, leur degré d'ouverture, de tolérance, ... A partir d'une série de questions, c'est la perception des citoyens par rapport à l'immigration, notamment son impact sur l'économie, sur la criminalité, sur l'emploi et les finances publiques qui tente d'être captée.

Et les résultats qui seront présentés au colloque du 12 décembre par un chercheur de l'IWEPS spécialisé sur les questions d'immigration sont interpellants et ne peuvent laisser indifférent...

On fera d'abord remarquer que c'est la première fois que la question relative au poids de l'immigration au niveau régional est posée dans une enquête de ce type (habituellement on demande aux personnes d'estimer le poids de l'immigration au niveau national). Les réponses à cette question mettent en évidence que globalement les wallons surestiment la population immigrée au niveau régional et cette surestimation est liée aux craintes des wallons par rapport aux effets économiques et non-économiques de l'immigration.

Quelle est la perception des Wallons par rapport au poids démographique de l'immigration ?



Source : BSW-IWEPS, 2012

A la question qui leur a été posée : « *En Wallonie, si vous deviez estimer le pourcentage de la population immigrée (il s'agit des personnes nées en dehors de la Belgique), à combien s'élèverait ce chiffre ? (en %)* », les citoyens estiment en moyenne à 26% le pourcentage de la population immigrée. Deux personnes sur cinq (43%) estiment que le pourcentage d'immigrés est supérieur à 25%, une personne sur trois (32%) le situe entre 13 et 25% et une personne sur quatre considère qu'il est inférieur à 13%.

A titre d'illustration, on relèvera qu'1 wallon sur 12 estime que les immigrés représentent plus de 50% de la population wallonne résidente.

Par ailleurs, les analyses statistiques mettent en évidence un lien très fort entre les craintes par rapport aux effets économiques et non-économiques des immigrés en Wallonie et la surestimation de la population immigrée, comme l'illustre très bien le tableau suivant.

Lien entre perception par rapport à la taille de l’immigration et opinion par rapport à son impact, Wallonie, 2012, en %

	Plutôt d'accord à tout à fait d'accord	Estimation de < 13% d'immigrés en Wallonie	Estimation entre 13 et 25% d'immigrés	Estimation de plus de 25% d'immigrés en Wallonie
Les immigrés contribuent à la prospérité économique du pays	45%	54%	47%	37%
Les immigrés prennent le travail des gens nés dans le pays	41%	56%	62%	78%
Les immigrés accentuent les problèmes de criminalité	59%	24%	35%	55%
Les immigrés sont une charge pour la sécurité sociale du pays	68%	48%	52%	70%

Source : Baromètre Social de la Wallonie, 2012, Calculs IWEPS.

Ainsi, plus les citoyens ont une représentation importante de la proportion des immigrés en Wallonie, plus leur attitude défavorable par rapport à l’immigration s’accroît. A titre d’exemple, en Wallonie en 2012, 68% des citoyens estiment (plutôt d’accord à tout à fait d’accord) que les immigrés sont une charge pour la sécurité sociale du pays.

Lorsque les citoyens ont une représentation du pourcentage d’immigrés qui est proche de la réalité (moins de 13% d’immigrés en Wallonie), on constate alors que leur perception à l’égard des immigrés est moins défavorable : de 68%, ils sont 48% à considérer que les immigrés sont une charge pour la sécurité sociale du pays.

A l’inverse, **plus la représentation des citoyens concernant la taille de l’immigration s’éloigne de la réalité - ceux qui estiment à plus de 25% le pourcentage d’immigrés- plus la perception à l’égard des immigrés est défavorable.** Ainsi, en Wallonie, 78% des personnes qui estiment que le pourcentage d’immigrés est supérieur à 25%, considèrent que les immigrés prennent le travail des gens nés dans le pays contre 41% en moyenne.

Mieux informer sur l’immigration et ses effets peut atténuer le sentiment négatif des wallons à l’égard des immigrés. Et cela paraît d’autant plus important lorsque l’on constate en 2012, à partir des données du BSW, que 80% des citoyens, soit quatre personnes sur cinq, estiment être plutôt bien informés voire très bien informés de l’actualité...

C’est donc en menant davantage d’analyses sur l’immigration en Belgique et en Wallonie et en diffusant des statistiques sur l’immigration, qui permettent de donner une image fidèle de la population immigrée dans toutes ses composantes que l’on pourra réduire l’attitude défavorable envers les immigrés.

NOUVEAU MODULE DEMOCRATIE 2013

Que nous révèlent les données du Baromètre social de la Wallonie concernant la satisfaction à l'égard de la démocratie ?

Pour répondre à cette importante question, le Baromètre social de la Wallonie de 2013 a introduit trois séries de questions pour mesurer la satisfaction à l'égard de la démocratie et son fonctionnement. Dans un premier temps, il est utile d'observer les résultats de ces questions. L'ensemble des données présentées ci-après est pondéré pour l'âge, le genre et le niveau d'éducation

Distribution des avis des citoyens quant à leur satisfaction à l'égard de la démocratie (en pourcentage, à partir d'un échantillon de 1 246 individus)

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
La démocratie peut poser problème mais c'est quand même mieux que n'importe quelle autre forme de gouvernement.	51	41	5	3
En démocratie, le système économique fonctionne mal.	12	42	37	9
Les démocraties ont du mal à prendre des décisions, il y a trop de disputes.	22	54	20	4
Les démocraties ne savent pas bien maintenir l'ordre.	10	32	41	17

Source : IWEPS, Enquête BSW 2013 - Calculs : IWEPS

Remarque : Les cellules en vert dénotent une majorité de répondants satisfaits à l'égard de la démocratie pour cette proposition en particulier et en rouge une majorité de répondants insatisfaits à l'égard de la démocratie pour cette proposition en particulier.

À la lecture du Tableau 1, on peut observer d'emblée que si la démocratie est considérée à la quasi-unanimité comme la « moins mauvaise » forme de gouvernement (plus de 90 % des répondants), la satisfaction à l'égard de son fonctionnement économique (46 %) et surtout de sa capacité à délivrer des décisions (24%) est nettement plus faible. Les répondants sont plus partagés sur la question de savoir si les démocraties savent bien maintenir l'ordre : 58 % des Wallons donnent une réponse positive en ce sens. Cette première série de questions révèle un premier aperçu de la satisfaction à l'égard de la démocratie fort contrasté.

Ces premiers résultats permettent de poser un premier constat : **l'insatisfaction importante des citoyens à l'égard du système ne conduit cependant pas à la remise en cause du système démocratique puisque les résultats du BSW montrent que plus de 90% des Wallons estiment que la démocratie est préférable aux autres formes de gouvernement.**

On soulignera toutefois que lorsque les citoyens sont satisfaits de la façon dont le système démocratique fonctionne, ils soutiennent davantage la démocratie comme meilleure forme de gouvernement.

Distribution des avis des citoyens quant au fonctionnement de la démocratie (en pourcentage, à partir d'un échantillon de 1 246 individus)

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
Le parlement ne réussit pas à résoudre les problèmes, c'est pourquoi il vaut mieux le supprimer.	6	13	39	42
Les partis politiques font plus de problèmes qu'ils n'en résolvent.	19	43	30	8
Le processus de décision démocratique est trop complexe, trop obscur et trop lent.	21	57	18	5
Les partis politiques n'ont plus d'idéologies crédibles.	22	46	27	5

Source : IWEPS, Enquête BSW 2013 - Calculs : IWEPS

L'image donnée par le Tableau ci-dessus renvoie à une **vision assez négative du fonctionnement de la démocratie**. Si les répondants estiment largement qu'il ne faut pas supprimer le Parlement (81%), les trois autres questions amènent une critique lourde du fonctionnement de la démocratie et en particulier des partis politiques qui y jouent, en Belgique comme dans nombre d'autres démocraties occidentales, un rôle central.

Premièrement, le processus de décision démocratique est trop complexe, trop obscur et trop lent pour 78% des répondants. Deuxièmement, les partis politiques n'ont plus d'idéologies crédibles (68%). Troisièmement, les partis politiques font plus de problèmes qu'ils n'en résolvent (62 %).

La lecture combinée de ces deux premiers tableaux montre assez clairement cette distinction entre, d'une part, le principe de la démocratie comme forme de gouvernement reposant sur un parlement, principe fortement soutenu par la quasi-unanimité de la population, et, d'autre part, le fonctionnement concret de la démocratie, comme système de prise de décision fortement critiqué par la population. Dans cette critique du fonctionnement de la démocratie, les partis politiques qui occupent une place centrale dans celui-ci sont largement pointés du doigt.

Avant de creuser davantage cette distinction entre *principe de la démocratie* et *fonctionnement de la démocratie*, il nous faut observer **comment les citoyens eux-mêmes se positionnent par rapport à leur propre participation à la démocratie.**

Tableau 3 : Distribution des avis des citoyens quant à leur propre participation à la démocratie (en pourcentage, à partir d'un échantillon de 1 246 individus)

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
Je m'estime compétent pour participer à la vie politique.	5	22	34	39
Je pense que je ferais de l'aussi bon travail que la plupart des politiciens que nous élisons.	7	24	42	27
Je pense que je suis mieux informé, sur la vie politique et le gouvernement que la plupart des autres personnes.	3	22	44	31
Un citoyen moyen a une vraie influence sur la politique et sur l'action des autorités.	2	22	50	26
Aller voter n'a aucun sens, les partis font de toute façon ce qu'ils veulent.	24	29	26	21
Avant les élections, les partis promettent tant et plus, mais, finalement, très peu de promesses se concrétisent.	44	44	9	3
J'estime que je comprends assez bien les problèmes importants auxquels est confrontée notre société.	15	58	20	7

Source : IWEPS, Enquête BSW 2013 - Calculs : IWEPS

Le Tableau ci-dessus peut se sous-diviser en deux grandes catégories : d'un côté, les propositions qui touchent à ce qui est généralement qualifié d' « **efficacité politique interne** » (propositions 1 à 3 et 7, en couleur dans le tableau) et, de l'autre, les propositions qui renvoient au sentiment d' « **efficacité politique externe** » (propositions 4 à 6).

Si l'on considère d'abord les propositions qui renvoient à la question de « suis-je capable de participer à la vie démocratique ? », le constat doit être nuancé.

D'une manière générale, on peut relever que le Wallon estime qu'il comprend assez bien les problèmes auxquels est confrontée notre société (73%). Par contre, **cet élément de son sentiment d' « efficacité politique interne » ne se traduit pas dans ses sentiments à l'égard de sa participation dans la vie politique** : il ne s'estime pas compétent pour participer à la vie démocratique (73%), il ne pense pas qu'il ferait de l'aussi bon travail que la plupart des politiciens (69 %), enfin il ne pense pas qu'il est mieux informé, sur la vie politique et le gouvernement que la plupart des autres personnes (74 %).

Ce faible sentiment d' « efficacité politique interne » s'explique peut-être par un plus faible encore sentiment d' « efficacité politique externe ». En effet, les répondants estiment assez largement qu'un citoyen moyen n'a pas une vraie influence sur la politique et sur l'action des autorités (76%), qu'aller voter n'a aucun sens (53%), les partis font de toute façon ce qu'ils veulent et qu'avant les élections (52%) – on peut noter ici les sentiments plus partagés au sein de la population wallonne –, les partis promettent tant et plus, mais, finalement, très peu de promesses se concrétisent (88 %).

De l'analyse de ces trois tableaux, on voit ainsi un soutien au principe de la démocratie mais une critique manifeste de son fonctionnement et en particulier des partis politiques, qui n'est pas compensée par un sentiment chez les citoyens d'une capacité d'action propre, au contraire.

Ces résultats relatifs au sentiment qu'ont les citoyens en Wallonie de ne pas avoir de capacité d'action à la vie démocratique sont sans doute à mettre en relation avec un sentiment plus large, partagé par une majorité de citoyens, de ne pas avoir d'influence dans la société. En effet, en 2013, seuls 28% des répondants sont d'accord (plutôt d'accord ou tout à fait d'accord) avec la proposition suivante : « j'ai l'impression que je peux influencer les choses ».

Construction de 5 dimensions (index) à partir des différents items sur la démocratie

Nous l'avons vu à l'aide des trois tableaux introductifs, cinq grandes dimensions²⁴ ressortent de la satisfaction à l'égard de la démocratie. Pour rappel, les individus se sont positionnés par rapport à chacune de ces dimensions :

- Le principe de la démocratie, en général, et de la démocratie parlementaire, en particulier, c'est-à-dire les propositions 1 des Tableaux 1 et 2, que nous transformons dans un index **« Principe de la démocratie »**
- Le fonctionnement de la démocratie, c'est-à-dire les propositions 2 à 4 du Tableau 1 et 3 du Tableau 2, que nous transformons dans un index **« Fonctionnement de la démocratie »**,
- Le rôle des partis politiques dans la démocratie, c'est-à-dire les propositions 2 et 4 du Tableau 2, que nous transformons dans un index **« Rôle des partis politiques »**,
- Le sentiment d' « efficacité politique interne » concret (nous laissons donc de côté la dernière proposition quant à la compréhension des problèmes de manière générale

²⁴ L'analyse factorielle des huit premières propositions montrent qu'il y a en réalité deux facteurs (d'un côté, le principe de la démocratie et, de l'autre, le fonctionnement en ce compris les partis politiques), mais pour des raisons de lisibilité de l'analyse, nous avons préféré distinguer le fonctionnement proprement dit des partis politiques, en considérant ceux-ci dans une dimension séparée.

puisqu'elle se distinguait des trois autres propositions), c'est-à-dire les propositions 1 à 3 du Tableau 3, que nous transformons dans un index « **Efficacité politique interne** »,

- Le sentiment d' « efficacité politique externe », c'est-à-dire les propositions 4 à 6 du Tableau 3, que nous transformons dans un index « **Efficacité politique externe** ».

Cela donne l'effectif suivant de personnes insatisfaites par dimension. Il faut rappeler que les différentes dimensions ne sont pas mutuellement exclusives (une personne peut se retrouver dans plusieurs dimensions).

- **Insatisfaction à l'égard du principe de la démocratie** : 6 % des citoyens estiment que la démocratie est une mauvaise forme de gouvernement.
- **Insatisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie** : 39 % des citoyens sont critiques à l'égard du fonctionnement de la démocratie
- **Insatisfaction à l'égard du rôle des partis politiques** : 53 % des citoyens sont insatisfaits du rôle joué par les partis politiques.
- **Opinion négative à l'égard de l'efficacité politique interne** : 61 % des citoyens estiment avoir un faible degré d' « efficacité politique interne »
- **Opinion négative à l'égard de l'efficacité politique externe** : 57 % des citoyens sont critiques par rapport au degré d'efficacité sur le système politique externe